

Les subsides

canadien des ministres des ressources, il a accepté la présidence. Il a dit que la seule façon de fonctionner pour le système fédéral était que les gouvernements provinciaux et fédéral collaborent dans l'intérêt des ressources, oubliant les questions politiques jusqu'à ce que l'on ait décidé ce qui est bon pour les ressources, et laissant chaque partie accomplir le travail dont elle est chargée.

C'était là un point important de la motion avancée à l'époque. Très franchement, les vingt dernières années ont été perdues en grande partie. De bien belles phrases ont été écrites par le député de Vancouver-Sud (M. Fraser), par le ministre actuel et par ses prédécesseurs, mais le seul qui ait vraiment essayé d'agir à ce sujet depuis 1963 est l'honorable Maurice Sauvé. Il s'est heurté à la politique pratiquée au Québec et on l'a mis sur une voie de garage. Il dirige maintenant une compagnie de pâtes et papiers.

• (1230)

A propos de la décision que le cabinet avait prise en 1980, le ministre a dit qu'il y avait donné suite et que c'est à lui qu'en revenait le mérite. Mais le cabinet avait pris cette décision en 1980 en fonction de débouchés et de nouvelles utilisations pour les produits forestiers. C'est de ce sujet que je voudrais parler dans les dix prochaines minutes.

Il est beaucoup question de recherche et de développement. Dans le cas des forêts, on pourrait parler de croisement sélectif. On a fait un merveilleux travail dans ce domaine à Petawawa et dans les provinces. C'est à Petawawa que le Service canadien des forêts effectue ses travaux de recherche. Mais on n'a pas encore réussi à trouver de nouvelles utilisations pour le bois et on ne répond pas encore tout à fait à la demande des marchés. C'est surtout de ces aspects du problème que j'aimerais parler.

On se sert depuis longtemps de la génétique pour faire du reboisement en Europe. Le ministère fédéral a effectué des expériences sur deux ou trois essences, mais les applications pratiques de ces essais ont été exécutées surtout en Ontario et en Colombie-Britannique. L'Ontario s'est inspiré de l'expérience fédérale pour effectuer des croisements avec plusieurs essences. Le gouvernement de cette province a fait profiter les autres provinces des résultats de son expérience. Le gouvernement de l'Ontario a saisi l'occasion de démontrer que si on faisait de tels croisements dans le cadre d'un programme de dix ans, on pourrait produire avec le fruit de ce croisement de cinq à sept tonnes de bois l'acre.

La Colombie-Britannique a repris l'expérience, mais cette fois avec l'aune, qui est presque considéré comme du chiendent dans cette province et qui produit de 15 à 20 tonnes de bois l'acre par année. Or, pareille production représente de l'argent. Je me rappelle m'être déjà drôlement débattu pour prouver que les forêts cultivées pourraient rapporter \$30 l'acre à tous les agriculteurs de la vallée de l'Outaouais et les régions moins importantes de l'est du Canada. Le Conseil du Trésor a retenu cette proposition et il a débloqué 2 milliards de dollars pour ce projet. J'occupais le portefeuille de l'Agriculture à l'époque.

On a confié aux agriculteurs le soin de reboiser leurs terres à bois non pas avec n'importe quelle essence, mais avec celles qui étaient en demande sur les marchés. C'est ici qu'intervient la question du coût. On avait l'intention de récupérer tout l'argent investi en imposant ces agriculteurs à 15 p. 100 une

fois qu'ils auraient commencé à réaliser des bénéfices qui se sont révélés de l'ordre de \$30 l'acre par année. On a utilisé la même méthode en Malaisie.

Je vous parle de ces mesures, monsieur le Président, parce qu'elles sont toujours d'actualité. Il existe de nouveaux programmes qui permettraient de reboiser toutes les forêts de l'est du Canada, surtout les forêts boréales. Or, rien vraiment positif n'a été effectué jusqu'ici. Je sais qu'il s'est fait un certain travail à ce chapitre dans la péninsule de la Gaspésie au Québec sous le gouvernement Godbout dans les années 30. Les riches régions de la vallée de l'Outaouais, toutes celles qui bordent la baie Georgienne et la ceinture de terres argileuses qui traverse le Québec jusqu'au cœur des Maritimes pourraient être les plus riches régions agricoles et sylvicoles du monde.

Grâce au député de Prince George-Peace River (M. Oberle), nous sommes maintenant sensibles à la nécessité d'échanger nos points de vue sans parti pris. Aucun parti ne doit faire preuve de sectarisme quand il est question du secteur primaire, qu'il s'agisse de l'agriculture, des forêts ou des mines, entre autres, parce que l'industrie extractive est l'âme même du Canada. C'est maintenant qu'il faut saisir l'occasion d'accroître nos débouchés.

L'industrie forestière de l'ouest du Canada a trop longtemps compté sur des ententes à long terme avec les États-Unis pour la vente de papier. L'industrie du bois de construction porte plus à controverse et elle est plus compétitive. Nous nous sommes intéressés pendant un certain temps au marché japonais pour le bois de coupe, mais à mon retour de Chine en 1964, j'ai signalé à l'industrie forestière quels débouchés extraordinaires ce pays représentait pour nous. La Chine est un pays montagneux à 80 p. 100, dont les terrains de couverture facilitent la poussée des arbres. Pendant la guerre, les Japonais avaient mis le feu aux versants pour empêcher les Chinois de prendre le maquis. Mais tous les Chinois des villes et des villages s'empressaient pendant la nuit de reboiser ces coteaux.

En Chine, il y a des usines avec de longues chaînes de production. Quand un travailleur veut régler sa machine, il doit se rendre à l'autre bout de la chaîne de production, ce qui représente deux fois la longueur de la Chambre, pour étudier les plans. Il doit ensuite rebrousser chemin à toute vitesse pour aller régler sa machine. Il est parfois obligé de retourner consulter le plan à plusieurs reprises. Que ferait-il s'il avait du papier sous la main? Même les écoliers ne reçoivent chaque jour que quatre ou cinq petits morceaux de papier de deux pouces sur trois. Nous aurions là d'énormes débouchés pour notre papier.

Je vous répète la même chose aujourd'hui que ce que j'ai dit aux délégués chinois qui étaient ici il y a trois semaines. Je leur ai dit que ce que je leur avais recommandé en 1964 tenait toujours. C'est en nous servant de nos connaissances et de notre savoir-faire pour protéger les collines chinoises de l'érosion et pour développer en Chine, d'ici les 50 ou 60 prochaines années, l'industrie forestière dont le monde entier aura besoin, que nous pourrions aider le plus les Chinois. Je leur ai dit qu'ils auraient à acheter des approvisionnements considérables et à faire appel à notre savoir-faire. Je leur ai dit également qu'ils devraient unir leurs efforts aux nôtres afin que nous puissions échanger nos connaissances et préparer un avenir extrêmement prometteur pour nos deux pays dans le secteur forestier.